



UNE MOBILISATION REUSSIE

Grâce à vous, la journée du 5 juillet a été un succès (d'après les syndicats 70% de grévistes, pour la police on attend les chiffres !)

Des rassemblements ont eu lieu sur nos quatre établissements. Sur Montpellier, de façon calme et responsable, vous êtes allé interpellé la direction générale réunie avec les organisations syndicales d'Alpes Méditerranée et Sud.

Nous vous remercions pour cette mobilisation et la confiance que vous nous accordez.

Vous trouverez au verso les photos et comptes rendu de presse.

La direction peut aujourd'hui constater que les salariés ne se contenteront pas de promesses, aussi fortes soient-elles, et veulent avant le 1^{er} janvier 2012 un accord garantissant le maintien de notre socle conventionnel.

Durant les deux mois d'été, nous allons continuer nos travaux et négociations avec le soutien de nos experts et avocats.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous dès la rentrée si la situation l'exige.

**TOUS ENSEMBLES, NOUS FERONS EN SORTE QUE
GROUPAMA MEDITERRANEE SOIT AUSSI UNE
AVANCEE POUR SES SALARIES.**



Rassemblements le 05/07/2011 à Montélimar,

à Perpignan,

Social. 250 grévistes se sont réunis à Montpellier pour exprimer leurs craintes de suppressions de postes et de dégradation des conditions de travail.

Les salariés de Groupama Sud refusent la fusion avec Alpes-Méditerranée

Les salariés de Groupama Sud ont débrayé hier toute l'après-midi à l'appel de l'inter-syndicale (FO, CFDT, Unfa, Sud et CGT). Environ 250 d'entre eux, venus de l'Hérault, du Gard et de l'Aude se sont réunis devant le siège social de l'entreprise dans le quartier Chaptal à Montpellier alors que les délégués syndicaux engageaient une discussion musclée avec leur direction. Les dirigeants de Groupama Sud, qui regroupe 1 300 salariés sur sept départements (Drôme, Ardèche, Vaucluse, Gard, Hérault et Pyrénées-Orientales) ambitionnent de fusionner l'activité de l'entreprise d'assurance avec Groupama Alpes-Mé-

diterranée (GAM), qui compte, elle, moins de 600 salariés. Un projet entièrement rejeté par les employés. « C'est le petit qui voudrait absorber le gros, analyse la cégétiste Viviane Boulet, secrétaire du CHSCT. Il n'y a aucune raison, si ce n'est que si GAM nous avale, tous nos accords tombent, et les leurs sont bien inférieurs aux nôtres. » Ainsi, la réduction du temps de travail, fixée à 32h12 à Groupama Sud depuis 1998, est de 34h30 à Groupama Alpes-Méditerranée. « La direction nous dit qu'on gardera ces avantages, mais on sait que ce ne sera plus viable dès que les nouveaux contrats seront signés, estime la syndicaliste. Et elle ne se privera pas de faire pression

sur les salariés pour qu'ils se mettent aux 34h. »

« On n'a pas envie de tout abandonner »

Ce n'est pas le seul point noir du projet présenté en mai dernier, « avec la volonté délibérée d'aller vite et mal ». Les salariés craignent notamment des suppressions de postes à court terme. « La fusion, c'est pour éviter les doublons de postes et donc, supprimer des emplois, explique Viviane Boulet. Dans les discours on nous garantit le maintien de l'emploi, mais pas de manière pérenne. » Autre inquiétude, la mobilité géographique. Alors que les activités de l'entreprise sont aujourd'hui éclatées sur tout le territoire, elles seront désormais

regroupées en un seul endroit. La employés étant spécialisés dans leur domaine, ils seront obligés de suivre leur poste. Ou de le quitter. « Le pôle association de marché d'activités est transféré à Montélimar, pour exemple la cégétiste. C'est une vingtaine de personnes qu'on ne sait pas où recaser. Parce que quand on a fait sa vie à un endroit, qu'on a 50 ans, des enfants, une maison, on n'a pas envie de tout abandonner. » De nouvelles actions sont prévues en septembre en collaboration avec les salariés de GAM. « La direction essaie de diviser l'entente actuelle mais on veut rester unis, affirme Viviane Boulet. Les problèmes sont identiques pour tous les salariés. »

MARINE DESSEIGN



Dans la salle du Conseil d'administration

'Hérault du Jour' 06/07/2011

GROUPAMA

LA PROUDENCE 6/7/11

Mouvement social chez les salariés

Grèves et débrayages sont plutôt rares dans le secteur de l'assurance. Pourtant hier, l'assureur Groupama Vaucluse a été touché par un mouvement social de ses salariés: 150 d'entre eux (sur un total de 180 que compte la structure vauclusienne) ont débrayé pour manifester leur inquiétude sur le projet de fusion de Groupama sud (1200 salariés) et Alpes Méditerranée (600 salariés).

A l'appel des syndicats CFDT et Unsa, les salariés se sont regroupés devant les locaux de la compagnie au siège départemental d'Avignon qui est situé sur la route de Lyon. Henry Fau-

ry pour la CFDT et Annie Bonnet pour l'Unsa, réunies en inter-syndicale indiquaient le pourquoi de ce mouvement de colère: « Cette journée sociale a pour but de mettre la pression sur la direction qui est aujourd'hui (hier) en assemblée générale à Montpellier et de faire comprendre les dangers de ce regroupement qui entrainera », dénonçant au passage « un processus mené au pas de charge et le choix par l'entreprise d'un nivellement par le bas des acquis sociaux, sans compter une réelle dégradation des conditions de travail ».

J.-M.D.



Rassemblement de masse hier après-midi devant les locaux de

Montpellier siège Midi Libre | midilibre.fr
MERCREDI 6 JUILLET 2011

La future fusion inquiète les salariés de Groupama Sud

Grève | Le personnel refuse de « perdre ses acquis sociaux ».

Journée de mobilisation, hier, au siège de Groupama Sud. La direction générale envisage une fusion avec la caisse régionale Alpes-Méditerranée, entité financière indépendante de sa consœur. De quoi mettre le feu aux poudres chez les syndicats. « C'est l'absorption du grand par le petit! », s'insurge Guy Sartre, de la CFDT. Le siège de Montpellier regroupe en effet 1 200 employés quand leurs homologues du Sud-Est n'en comptent que 600. La fusion serait, d'après les syndicats, un moyen de « casser les acquis sociaux » réputés plus intéressants à Groupama Sud. Explication de Philippe Lemoine, de Force Ouvrière (FO): « Ils pourraient revoir à la baisse la prime de départ à la retraite. Et puis, à terme, le maintien des sites actuels est menacé. » Aux abords du siège, certains évoquent les sites d'Avignon, de Montélimar ou encore de Perpignan. Autre point crucial qui inquiète les salariés, la remise en cau-



À Groupama Sud, hier, pour dénoncer « l'absorption du grand par le petit ». R. DURMAS

se de la possibilité de travailler quatre jours par semaine. « Notre personnel est en grande partie composé de femmes, argumente Guy Sartre. Et c'est important pour elles de pouvoir garder cet avantage. » Devant le siège, des dizaines d'employés se sont donc réunis à l'initiative de l'ensemble des syndicats. « Nous som-

mes tous solidaires », clament-ils de concert. Gérard Burrut, de la CGT, souligne que « les collègues de Groupama Méditerranée nous soutiennent aussi. »

Une pétition de 700 signatures

Une pétition, signée par 700 des 1 200 employés de Montpellier et ses environs, a été remise à la hiérarchie. Alors que les syndicalistes enchaînaient les discours dans la cour du bâtiment, trois étages plus haut, la direction a accepté de recevoir une délégation. Les grévistes espèrent faire reculer leurs responsables au plus vite. Car le calendrier ne joue pas en leur faveur: en cas de statu quo, les employés auront quinze mois pour négocier avec la direction. Si aucun accord n'est trouvé, Groupama Sud, une fois absorbé, sera régi par les mêmes statuts et des avantages moindres que par le passé. Le bras de fer ne fait donc que commencer.

ANTOINE GRENAPIN
agrenapin@midilibre.com